

visent à encourager la limitation des armements et, en premier lieu, à instaurer des mesures propres à accroître la confiance. Certaines propositions s'inspirant de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) prônent la création d'une tribune similaire qui fournirait une base administrative pour favoriser la consultation entre États sur diverses questions.

L'Australie, qui a été très tôt partisane d'une organisation analogue à la CSCE pour l'ensemble de la région du Pacifique, poursuit ses efforts pour instaurer un cadre régional favorable au dialogue. En avril 1992, le premier ministre australien, M. Paul Keating, a proposé la tenue régulière de conférences au sommet qui réuniraient les pays de l'Asie-Pacifique. Cette idée a reçu l'appui de l'Indonésie et des États-Unis. Et en juillet 1991, le Japon a également proposé que des hauts responsables asiatiques se rencontrent entre les réunions annuelles et les conférences post-ministérielles des pays de l'ANASE pour échanger des opinions sur les questions d'importance.

L'ancien président de l'URSS, M. Gorbatchev, s'est déclaré favorable à des initiatives de ce genre et il a présenté quelques propositions pour la limitation des armements et la mise en place de mesures propres à accroître la confiance dans le Pacifique. En septembre 1988, M. Gorbatchev avait également proposé de geler au niveau de l'époque le nombre des armes nucléaires et navales déployées dans la région du Pacifique, et d'adopter des mesures pour réduire les risques d'affrontement dans la mer du Japon. Quant aux États-Unis, ils n'ont appuyé aucune des propositions sur la création de nouvelles institutions dans le Pacifique Nord. Au contraire, ils ont réagi sans enthousiasme à de telles initiatives et à celles concernant la limitation des armements, car ils craignent qu'elles compromettent leur présence militaire dans le Pacifique et qu'elles perturbent d'autres rapports délicats (notamment avec le Japon, la Corée du Sud et la Russie), sans pour autant renforcer sensiblement la sécurité.

En tant que pays du Pacifique, le Canada joue un rôle important dans les efforts déployés pour mettre en place des institutions et favoriser plus de coopération dans le Pacifique Nord. Lorsqu'il était secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, s'est efforcé de préconiser et d'amorcer le dialogue sur cette question. En juillet 1990, pendant une visite à Victoria, Tokyo et Djakarta, M. Clark a proposé d'instaurer un dialogue sur la coopération en matière de sécurité entre les États riverains du Pacifique Nord, à savoir le Canada, la Chine, le Japon, la Corée du Nord et la Corée du Sud, l'Union soviétique et les États-Unis. En présentant cette idée, M. Clark a invité ces États à saisir la chance qu'offre le dégel des relations Est-Ouest afin de mettre en place des mécanismes de coopération et de diminuer les risques de conflits régionaux.